

L'ARGENTINE APRÈS LES ÉLECTIONS

Les résultats des élections du 23 février en Argentine marquent une date importante dans le développement de la situation objectivement révolutionnaire que ce pays connaît depuis la chute de Peron.

Toutes les tentatives de la réaction indigène appuyée par l'impérialisme pour briser la résistance acharnée des masses argentines se sont soldées par un échec cuisant. La victoire écrasante du leader radical « intransigeant » Arturo Frondizi (avec une avance de plus d'un million et demi de voix sur son adversaire), élu sur un programme anti-impérialiste et démocratique, contre le candidat favorisé par la dictature militaire d'Aramburu, est une expression déformée de l'énorme pression exercée presque de façon ininterrompue par les masses du pays.

Tous les plans de stabilisation capitaliste ont échoué sur cette tenace résistance des masses qui luttent héroïquement pour sauvegarder leurs conquêtes sociales passées et pour défendre leurs organisations syndicales menacées.

Le résultat des élections vient à la suite d'une très longue série de luttes du prolétariat argentin, qui furent incontestablement les plus amples de celles de tout le prolétariat dans le monde au cours de ces derniers temps. Vague après vague, les masses argentines se sont jetées sur les barrières que les forces réactionnaires indigènes et impérialistes ont voulu ériger pour défendre

leur pouvoir et leurs privilèges. Toutes les tentatives faites par ces forces pour passer à l'attaque et atomiser les masses argentines ont également échoué.

Si Aramburu s'est résigné à procéder à des élections, c'est à la suite de l'impossibilité qui s'était démontrée de gouverner à la manière habituelle. S'il se déclare maintenant prêt à remettre le pouvoir à Frondizi, c'est également à cause de l'ampleur de la victoire de celui-ci et avec l'espoir que Frondizi se montrera capable de calmer les masses et de rétablir la vie capitaliste normale du pays, vie si profondément bouleversée depuis quelques années déjà.

Frondizi a été élu sur la base d'un programme bourgeois certes, mais en paroles du moins assez avancé, qui faisait miroiter aux masses la reconquête de leurs libertés démocratiques et de leurs organisations syndicales, l'arrêt de l'inflation, la sauvegarde des richesses pétrolières du pays contre les convoitises de l'impérialisme. Grâce à ce programme, Frondizi a bénéficié de l'appui de la masse des ouvriers péronistes qui, en Argentine, constituent la partie la plus radicale du prolétariat de ce pays.

Mais une victoire obtenue dans ces conditions est pleine d'équivoques et en même temps pleine de conséquences révolutionnaires.

Frondizi et les masses entendent de manière

fort différente le résultat électoral. Les masses ne manqueront pas de l'interpréter comme un nouvel et puissant stimulant pour une vraie récupération ouvrière de la nation, tandis que Frondizi sera amené à faire des concessions à la réaction et à l'impérialisme. Dans les conditions actuelles du pays, il risque fort de jouer en quelque sorte les Kerenski, avant et contre une phase décisive dans le développement de la lutte des masses.

Déjà celles-ci le mettent, lui « l'intransigeant », en difficulté par leur propre « intransigeance » dans leur lutte contre le patronat, comme par exemple les employés de banque en grève depuis plusieurs semaines déjà, paralysant toujours la vie financière du pays.

Il reste naturellement l'éventualité d'un retour de Peron en cas d'échec rapide de Frondizi et d'une nouvelle montée révolutionnaire. Mais, même ce retour ne résoudrait rien, les masses argentines ayant énormément mûri politiquement par suite de leur extraordinaire expérience révolutionnaire de ces dernières années. L'étape décisive à franchir par elles sur la voie de la victoire est la constitution d'un Parti ouvrier basé sur les syndicats, luttant pour le gouvernement ouvrier et paysan, mots d'ordre pour lesquels luttent actuellement les trotskystes argentins et sur lesquels ils ont fait une magnifique campagne électorale dans la province de Buenos-Aires et dans tout le pays.

Il faut suivre de près l'évolution de la situation en Argentine qui est entrée dans une phase plaçant les masses dans un rapport plus favorable que jamais à l'égard de la réaction et de l'impérialisme.

C'est la un développement qui ne manquera pas d'influencer toute la conjoncture politique dans l'Amérique latine.

Jean-Paul MARTIN.

SUCCES DES CANDIDATS TROTSKYSTES A BUENOS AIRES

Dans un numéro précédent, nous avons dit que les trotskystes argentins, nos camarades du P.O.R., avaient été légalisés pour les élections, ayant recueilli les 5.000 signatures de gens se déclarant affiliés au Parti (formalité exigée par la loi pour être reconnus légalement en tant que Parti). Nous avions omis de dire que ceci n'était valable que pour la seule province de Buenos Aires.

Aux élections, nos camarades avaient présenté dans cette province des candidats à certaines fonctions. Nous apprenons que leurs candidats à la députation nationale ont obtenu 15.424 voix. A titre d'indication, signalons que les candidats du P.C. ont eu 69.590 voix et les candidats socialistes 157.173 voix.

Nous félicitons nos camarades argentins pour le succès incontestable qu'ils ont obtenu, d'autant plus significatif qu'ils présentaient des candidats pour la première fois.

Paraîtra dans la 1^{re} quinzaine de mars :

L'AFRIQUE REVOLTEE

d'Albert TEVOEDJRE

Préface de M. Alioune Diop

Edité par « Présence Africaine »

Le témoignage sur la Gestapo d'Algérie que chacun doit lire :

LA QUESTION

d'Henri ALLEG

Ecrit dans la prison d'Alger.

Publié aux « Editions de Minuit »

Prix : 300 francs.

LA BELGIQUE A L'AUBE DE LA RÉCESSION

Depuis la mi-octobre, la situation économique du pays a connu une évolution sensible vers la récession malgré les grands travaux et la préparation de l'Exposition universelle dont la bourgeoisie belge chante depuis plus de deux ans les mérites futurs.

A la fin de 1957, une petite bataille politique a eu lieu dans le P.S. Les projets du ministre libéral Rey prévoyant l'exploitation par le capital privé des réserves charbonnières de Campine a provoqué une opposition à la base du P.S. surtout dans les fédérations de Bruxelles, Charleroi, Liège et imparfaitement à la réunion du Conseil général (comité central) de ce parti qui s'est tenue le 16 décembre. Comme d'habitude dans un parti réformiste dominé par un très puissant appareil bureaucratique, certains délégués au Conseil général, notamment ceux de Charleroi ont voté des thèses entièrement opposées à celles qui venaient d'être adoptées par leurs Congrès régionaux. Aussi l'opposition se vit-elle réduite à 10 % environ du C.C. lorsqu'on passa au vote. Il faut noter cependant que c'est la première fois depuis le débat consacré à la C.E.D. en 1953, qu'une telle opposition se manifeste et se traduise par un vote minoritaire.

Les 21 et 22 décembre le Congrès annuel du parti socialiste fut particulièrement calme. Pourtant un petit accrochage significatif eut lieu lorsque le président du parti, Buset, dut promettre, sous la pression des délégués de la fédération liégeoise, qu'un Congrès serait convoqué pour élaborer le programme électoral du parti.

Une lutte de tendances pourra peut-être se dessiner à nouveau dans le P.S. si des congrès régionaux ont lieu au préalable mais, actuellement, au début de mars, il semble bien que l'appareil dirigeant central du P.S. évitera de convoquer un Congrès national et que le programme électoral ne sera pas beaucoup discuté.

La tendance de gauche du P.S., appuyée par l'aile gauche de la F.G.T. (centrale syndicale) veut se battre pour un programme électoral centré sur la nationalisation de l'énergie (charbon, santé : soins médicaux et pharmaceutiques gratuits. Une campagne électorale socialiste basée sur un tel programme attirerait à ce parti les voix de nombreux ouvriers chrétiens. Cela augmenterait certainement la cohésion et la confiance en soi de la classe ouvrière. Mais la direction réformiste des Buset, Van Acker et consorts craint plus que tout la perspective d'une majorité absolue et envisage l'avenir comme une

coalition gouvernementale permanente avec le parti libéral, parti laïc du grand capital...

Le programme électoral du P.C. par contre, est déjà connu. Il compte un très grand nombre de revendications modérées dont aucune ne se détache nettement. On y trouve bien la gratuité médicale et la nationalisation des charbonnages (pas de tout le secteur de l'énergie !) mais ces thèmes sont noyés parmi des dizaines d'autres. Son souci de rapprochement passif à l'égard du P.S. a poussé le P.C., depuis plusieurs années, à abandonner toute action voyante et à remplacer une politique de classe par des sourires à l'aile droite dirigeante et gouvernementale du P.S. L'activité du P.C. est en veilleuse. Il ne présentera de candidats que dans trois provinces sur neuf.

Par ailleurs des signes avant-coureurs importants de la crise apparaissent dans l'économie belge. L'accroissement des stocks de charbon est inquiétant : plus de deux millions de tonnes s'accumulent sur le carreau des mines sans trouver acheteur. Et surtout on assiste aux premières vagues de licenciement dans le textile, le bâtiment, les constructions métalliques et même dans les deux secteurs relativement prospères : sidérurgie et mines. Le nombre des chômeurs complets a augmenté de 50.000 par rapport à la même période en 1957. Le ralentissement de la production industrielle quelques mois avant les élections portera peut-être un coup sensible au U.S. Pourtant ses dirigeants sont optimistes et ne réalisent pas encore l'ampleur de la menace de crise économique.

L'intégration au marché de la C.E.C.A. des charbonnages belges largement subventionnés par l'Etat depuis dix ans vient de provoquer quelques fermetures de puits. « La Libre Belgique », journal de la grande bourgeoisie cléricale, vient d'ailleurs de préconiser ouvertement un semi-abandon des bassins sud (Borinage-Centre-Charleroi-Liège) au profit de celui de Campine, plus rentable. Cela impliquerait un transfert massif de populations. Cette éventualité envisagée est en réalité une menace à peine voilée du grand capital contre les travailleurs. Les organisations ouvrières ne peuvent demeurer indifférentes en face d'un tel langage. Il est temps que les plus clairvoyants des militants socialistes et les syndicalistes de gauche obligent leurs organisations de masse à prendre position fermement contre de telles ambitions patronales. La meilleure riposte là encore, sera une campagne en faveur de la nationalisation, seule solution efficace.

Philippe VAN DAMME.